

Unité départementale des Bouches du Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 02/03/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **KEM ONE France**

Ecopolis Lavéra Sud  
BP n°3  
13117 Martigues

Références : FR/JPP-D-1731-MRT-2023  
Code AIOT : 0006400942

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/10/2023 dans l'établissement KEM ONE France implanté Ecopolis Lavéra Sud BP n°3 13117 Martigues. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- KEM ONE France
- Ecopolis Lavéra Sud BP n°3 13117 Martigues
- Code AIOT : 0006400942
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'établissement Kem One de Lavéra appartient au groupe Kem One qui dispose de huit sites industriels en France et d'un site industriel en Espagne. Classé au 3ème rang européen pour la production de polychlorure de vinyle (PVC), le siège social du groupe est situé en France. Implanté sur site depuis 1963, l'établissement de Lavéra produit du chlore, de la soude, de l'hydrogène, de l'acide chlorhydrique, de l'eau de javel, du chlorure de vinyle monomère (CVM) utilisé pour fabriquer le PVC, des chlorures de méthyle supérieurs (CMS) et des chlorures ferriques.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- COV : Etude technico-économique de réduction des émissions / surveillance environnementale.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	ETE Réduction COV	Arrêté Préfectoral du 12/06/2018, article 10	/	Sans objet
5	Surveillance environnementale	Arrêté Préfectoral du 12/06/2018, article 16,1	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Caractérisation des sources d'émission	Arrêté Préfectoral du 12/06/2018, article 4	/	Sans objet
2	Caractérisation des sources d'émission	Arrêté Préfectoral du 12/06/2018, article 5	/	Sans objet
4	Surveillance environnementale	Arrêté Préfectoral du 12/06/2018, article 16,1	/	Sans objet
6	Surveillance environnementale	Arrêté Préfectoral du 12/06/2018, article 16,2	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Le contrôle a porté sur les mesures prises ou envisagées par l'exploitant pour réduire les émissions de COV du site, et surveiller leurs effets sur l'environnement.

Il ressort de ce contrôle que l'exploitant doit compléter les éléments fournis dans son étude technico-économique de réduction des COV, dans le programme de surveillance et dans la note détaillée de quantification des COV, dont les COV CMR prioritaires ; ceci afin de permettre à l'inspection de les analyser et les comparer a posteriori avec les éléments transmis par les autres sites industriels de la zone pour évaluer leur suffisance et leur pertinence par rapport aux objectifs de réduction et de surveillance des émissions de COV fixés par l'arrêté préfectoral du 12/06/2018.

### **2-4) Fiches de constats**

## N° 1 : Caractérisation des sources d'émission

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/06/2018, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Art 4 : Identification des sources d'émissions
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant identifie toutes les sources d'émissions atmosphériques de COV CMR prioritaires et COV sur l'emprise géographique de son établissement. Dans cet inventaire, l'exploitant prend en compte les émissions directes canalisées, diffuses et/ou fugitives de toutes les unités et les opérations de maintenance à l'origine d'émissions atmosphériques significatives et les incidents à l'origine d'émissions atmosphériques significatives telles que définies à l'article 1 du présent arrêté.</p> <p>Cet inventaire est tenu à la disposition de l'inspection, avec les éléments d'appréciation le cas échéant, conformément à l'article 2.</p> <p>De plus, il distingue les sources susceptibles d'être à l'origine d'émissions de COV CMR prioritaires tels que définis à l'article 1 du présent arrêté, du méthane et des autres COV.</p> <p>En outre, l'exploitant dispose d'un inventaire de tous les événements utilisés (hors situation exceptionnelle) pour chaque procédé (par unité par exemple), en précisant leur emplacement, leur raccordement vers un traitement lorsqu'il existe, et leurs émissions.</p> <p>Il procède également au repérage des équipements liés à des émissions fugitives des COV CMR prioritaires et COV tels que définis à l'article 1 du présent arrêté et en établit un recensement.</p> <p>Ce recensement est mis à jour lors de chaque modification significative des unités (ajout, remplacement ou mise hors exploitation d'un équipement,...).</p>
<b>Constats :</b> <p>L'inventaire pour les années 2019 à 2022 de toutes les sources d'émissions atmosphériques de COV CMR prioritaires et autres COV sur l'emprise géographique a été présenté en synthèse durant l'inspection sous format de tableurs Excel adressés à l'Inspection postérieurement au contrôle.</p> <p>En application de l'article 4 de l'AP du 12/06/18 visé en référence, l'exploitant adressera <u>sous 1 mois</u> à l'Inspection un inventaire général qualitatif de toutes les sources d'émissions COV du site permettant de distinguer les COV CMR prioritaires, et de les localiser sur un plan de masse (la localisation ne porte pas sur les émissions fugitives). Cet inventaire doit également permettre de préciser la nature de tous les événements utilisés (hors situation exceptionnelle) pour chaque procédé (par unité par exemple), en précisant leur emplacement, leur raccordement vers un traitement lorsqu'il existe, et leurs émissions.</p> <p>Le niveau de détail de cet inventaire doit être suffisant pour permettre de bien appréhender les différentes sources d'émission du site (phases transitoires, diffus non surfaciques, ...).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Caractérisation des sources d'émission

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/06/2018, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Art 5 : Quantification

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant quantifie les émissions associées aux sources caractérisées en application de l'article 3 du présent arrêté sur la base d'une méthodologie définie applicable à chaque équipement concerné et commune à tous les équipements du même type. La priorité est donnée aux méthodes basées sur la mesure directe des émissions. Il distingue, pour chaque source d'émission, la part de chaque COV émis, en quantifiant précisément les émissions de chaque COV CMR prioritaires tels que définis à l'article 1 du présent arrêté lorsque de telles substances sont susceptibles d'être rejetées. L'exploitant justifie la quantité émise calculée sur la base d'une corrélation avec des mesures in situ ou par une note détaillée sur la méthodologie retenue et le résultat obtenu. Cette note peut faire l'objet d'une tierce expertise sur décision de l'inspection des installations classées, conformément à l'article L.181-13 du code de l'environnement.

**Constats :**

Les bilans COV 2019 à 2022 permettent d'avoir une vision globale des différentes sources d'émission de COV du site, dont les COV CMR prioritaires.

Il est néanmoins attendu que l'exploitant transmette à l'Inspection sous 30 jours une note détaillée sur la méthodologie retenue pour quantifier chacune de ces sources, et de caractériser pour chacune d'entre elle la part de COV CMR prioritaires.

L'exploitant évaluera dans le même délai la possibilité de réaliser périodiquement in situ des mesures au niveau de chacune des sources d'émissions du site (qui ne font pas déjà l'objet de mesures) afin de les corréliser aux méthodes de calculs issues de la note détaillée précitée. Cela concerne par exemple les COV issus des bassins surfaciques, afin de vérifier le taux d'abattage théorique (90%) des lentilles qui y sont disposées.

La note précisera également :

- les modifications survenues depuis 2019 pour quantifier les COV (au niveau de la méthodologie, des notes de calculs, du nombre de points de contrôle des émissions fugitives par exemple), afin de permettre de mieux apprécier leur évolution et de mettre en évidence les évolutions liées à la mise en œuvre de mesures de réduction des émissions de COV,
- les méthodes qui ont été retenues pour évaluer les gains en COV des différentes mesures de réduction des émissions de COV mises en œuvre ou prévues.

Les méthodes de quantification doivent permettre de ramener les valeurs de COV émis à un taux de fonctionnement nominal des installations lorsque cela se justifie (cela concerne notamment la décapitation des événements).

Enfin, des explications sont attendues permettant d'expliquer la hausse de certains flux annuels en 2022 par rapport à 2020 (décapitation, diffus non surfaciques, ....).

**Observations :**

Il a été constaté lors de la visite terrain que les personnels intervenant ou se déplaçant dans les installations du site ne disposent pas de détecteurs individuels de gaz toxiques (Chlore, COV...), alors même que plusieurs tonnes de COV CMR prioritaires diffus (fugitifs et non fugitifs) sont relâchés dans l'atmosphère chaque année. Outre la problématique de protection du personnel ainsi soulevée qui relève de l'Inspection du travail qui sera informée de cette situation, l'utilisation de ce type de capteurs permet d'améliorer le maillage du réseau de détection des fuites de gaz, dont les fuites fugitives de COV, et d'améliorer la réactivité pour y remédier. L'exploitant précisera les suites qu'il entend donner à cette observation concernant son aspect environnemental.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/06/2018, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Article 10 : Objectifs de réduction
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant réalise, sous 2 ans à compter de la date de notification du présent arrêté, une étude technico-économique de réduction des émissions de COV CMR prioritaires et autres COV identifiées dans le cadre du présent arrêté, en priorisant des actions de réductions sur les COV CMR prioritaires tels que définis à l'article 1 du présent arrêté.</p> <p>Cette étude intègre également des propositions :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- permettant de supprimer toute utilisation de la torche à des fins autres que des conditions opérationnelles non routinières (opérations de démarrage et d'arrêt, urgence) ;</li> <li>- faites dans les études technico-économiques mentionnées aux articles 12, 13 et 14 du présent arrêté ;</li> </ul> <p>et propose un échéancier de réalisation de l'ensemble des mesures dont les délais n'excèdent pas 5 ans à compter de la date de notification du présent arrêté.</p> <p>Cette étude technico-économique de réduction des émissions atmosphériques et le plan d'actions associé sont transmis à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté la synthèse des différentes mesures prises ces dernières années pour réduire les émissions de COV du site, en lien avec l'ETE remise en 2020.</p> <p>Le périmètre de cette ETE a porté uniquement sur les émissions individuelles supérieures à 4t/an, ce qui exclut par exemple le poste CMS qui regroupe un ensemble d'événements de contribution inférieure au seuil susmentionné, malgré un rejet global de près de 10 t/an en 2022. Par ailleurs, l'exploitant précise que l'ETE ne s'est pas focalisée sur les postes « émissions fugitives » et « pertes fluides frigo ».</p> <p>Les émissaires concernés par l'ETE étaient les décaptations du traitement thermique des événements (TTE), le parc CVM, les phases transitoires des fours de cracking, la double condensation, les BOGs et fosses et l'événement D115 sur arrêt D116.</p> <p>Les principales mesures suivantes ont déjà été réalisées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- renforcement de la maintenance préventive, des dispositifs de sécurité, des pièces en stock pour limiter l'indisponibilité de l'oxydateur thermique (TTE) ou le taux de décaptation des événements. Il est à noter que ces mesures, réalisées en 2019, n'ont pas été comptabilisées par Kem One dans le chiffre global des ETE réalisées ou prévues. L'Inspection approuve cette démarche, puisque il s'agit avant tout de mesures préventives rendues nécessaires pour améliorer la sécurité du site. Malgré la mise en place de ces mesures, le taux d'indisponibilité du TTE reste plus élevée en 2022 que les deux années précédentes (97.9 % contre 99.7% en 2020 et 99.5 % en 2021), de même que la quantité de COV issue de la décaptation des événements (64 t contre 36t en 2020). Il conviendra d'en préciser les raisons, ainsi que les actions correctives envisageables (cf. conclusion de la présente fiche).</li> <li>- recouvrement de bassins par des soucoupes pour limiter les émissions fugitives (74 000 €, 30 t COV en gain)</li> </ul> <p>Par ailleurs, d'autres actions ont été mises en œuvre ou sont en cours de réalisation pour l'année 2023 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- captation des événements du parc CVM (533 000€, 20 tonnes de CVM en gain)</li> </ul>

- captation des événements des fours de cracking (429 000€, 18.5t de DCE en gain)
- élimination des condensats à la fosse des lourds (271 000 €, 16 t de COV en gain en intégrant l'envoi de l'événement du D115 au TTE sur arrêt court de la DD16 déjà réalisé en 2020)

En outre, la mesure initiale prévoyant la création d'un bypass du pot mélangeur S179 a été abandonnée. L'exploitant a choisi de changer le mélangeur M179 à l'amont pour réduire l'indisponibilité du S179 liée à l'apparition de corrosion.

Enfin, un changement progressif des pompes à garniture simple par des pompes à garniture double est en cours.

L'ensemble des mesures susvisées (à l'exception de celles liées à la maintenance) a permis un gain en COV de 90 tonnes pour un coût total de 1,3 M€ environ.

L'exploitant précisera le détail du calcul réalisé pour évaluer les gains attendus en COV pour chacune de ces mesures, en indiquant pour chacune la part de COV CMR prioritaire concernée.

Par ailleurs, au vu des émissions globales du site en 2022 (plus de 300 t de COV par an) dont une part majoritaire de COV CMR prioritaire, et du niveau élevé qui sera maintenu après la mise en œuvre de ces mesures, des études complémentaires de réduction d'émissions de COV sont attendues, notamment au niveau des points d'émission en COV les plus importants (décapitation : 64t en 2022, diffus non surfaciques : 172t en 2022 etc.).

La mise en œuvre de ces mesures sera encadrée par un arrêté préfectoral complémentaire. Des propositions de délais de réalisation de cette ETE complémentaire sont transmis à l'Inspection sous 30 jours, de même que les autres éléments demandés dans cette fiche de constat.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 4 : Surveillance environnementale

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 12/06/2018, article 16,1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Art 16,1 : Choix des substances

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant assure une surveillance environnementale des polluants atmosphériques au minimum sur les polluants prioritaires suivants : 1,2-dichloroéthane (DCE).

La surveillance de ces substances prioritaires, ainsi que celle du mercure, est mise en œuvre sous 1 an à compter de la date de notification du présent arrêté en continue.

Cette surveillance environnementale est complétée et mise en œuvre sous 18 mois à compter de la date de notification du présent arrêté pour le chloroéthylène (CVM).

De plus, ce programme de surveillance est complété par les substances pour lesquelles :

- le niveau d'émission est supérieur aux seuils définis à l'article 63 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié. Les émissions diffuses sont prises en compte ;
- les résultats (initiaux ou mis à jour) de l'évaluation quantitative des risques sanitaires (EQRS) - couplée à une interprétation de l'état des milieux (IEM) - mettent en évidence la nécessité d'une surveillance environnementale. Cette EQRS est à considérer soit à l'échelle du seul établissement, soit à l'échelle d'une zone établissement (EQRS de zone).

L'exploitant transmet, sous 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, à l'inspection des installations classées le programme de surveillance environnemental pour au

<p>minimum les substances définies au premier et au second alinéa du présent article en définissant notamment les techniques de prélèvements et d'analyse, les emplacements des points de mesure, etc. Ce programme intègre le programme de surveillance des composés organochlorés volatils dans l'air prescrit à l'article 9.2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 31 mars 2008. Dans tous les cas, tous les 5 ans, le programme de surveillance fait l'objet d'une réévaluation (paramètres suivis, type de surveillance, emplacement des points de mesure, etc.).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La surveillance environnementale telle que définie dans le programme de surveillance du site est la suivante :</p> <p><u>DCE/CVM</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Analyseur en continu à l'école de Lavéra (Méthode dynamique)</li> <li>• 18 campagnes de 7 jours en 4 points (méthode passive)</li> <li>• 4 campagnes de 15 jours en 4 points (différents de ceux cités au-dessus) (méthode passive)</li> </ul> <p><u>CMS</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 4 campagnes de 15 jours en 4 points (méthode passive)</li> </ul> <p><u>Mercuré</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Analyseur en continu à l'école de Lavéra (Méthode dynamique). L'exploitant a précisé que ce matériel de surveillance du mercure, géré par ATMOSUD, n'est plus en service depuis le 20/7/2023.</li> <li>• 4 campagnes de 15 jours en 4 points (méthode passive)</li> <li>• En continu par campagne de 15 jours en 3 points liés au démantèlement (méthode passive)</li> <li>• Sol : 1 campagne par an en 4 points</li> </ul> <p>Le programme de surveillance environnementale a été révisé le 30 juin 2023 (intégration étude toxicologique et modification des seuils de gestion des anomalies + intégration des analyseurs en continu AtmoSud).</p> <p>Ce programme de surveillance fera l'objet d'une analyse globale a posteriori par l'Inspection pour évaluer sa suffisance (en termes de fréquence, polluants, nombre des points de prélèvements...) au regard des objectifs fixés, de l'ensemble des dispositifs de surveillance existants et des enjeux présents autour de la plateforme de Lavera.</p> <p>La station d'analyse en continue gérée par ATMOSUD et située à Port de Bouc pourrait utilement être intégrée au dispositif de surveillance existant.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

## N° 5 : Surveillance environnementale

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/06/2018, article 16,1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Art 16,1 :Modalités de surveillance</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Ce programme de surveillance est basé sur le guide INERIS DRC-16-158882-12366 A de novembre 2016 relatif à la surveillance dans l'air autour des installations classées - rejets des émissions atmosphériques - Impact des activités humaines sur les milieux et la santé.</p> <p>La surveillance environnementale doit s'effectuer en priorité dans les matrices environnementales exposant directement le public par les voies d'inhalation et d'ingestion (air extérieur, matrices alimentaires, etc.) faisant l'objet de valeurs de gestion publique (valeur réglementaire air extérieur,</p>



objectif de qualité air extérieur, valeur réglementaire communautaire en vue de la commercialisation des denrées alimentaires, etc.).

A défaut, des mesures de surveillance de polluants atmosphériques dans les milieux directs d'exposition sans référence à des valeurs de gestion publique ou de surveillance dans des compartiments n'exposant pas directement les populations (retombées, bio-indicateurs, etc.) peuvent être utilisées.

Dans le cas de campagnes de surveillance ponctuelles, la durée cumulée de l'ensemble des prélèvements réalisés en un point est au minimum comprise entre 14 % (cas des dispositifs mobiles de mesures) et 33 % (cas de dispositifs fixes) de la durée de la période que l'on cherche à caractériser (soit respectivement 8 semaines et 18 semaines pour une période de caractérisation recherchée de 365 jours).

Le nombre d'emplacements de points de mesure, les conditions dans lesquels les systèmes de mesure sont installés et exploités et, de manière plus globale, la stratégie de surveillance sont décrits dans le programme de surveillance. L'implantation spatiale des points de mesure et le choix des matrices (air, retombées de poussières, végétaux, sols) analysées doit être dûment justifiée au regard des modélisations de rejets (canalisés et diffus, polluants gazeux ou particuliers) de polluants atmosphériques et des conditions environnementales locales de façon à couvrir les zones de retombées maximales et les zones comprenant potentiellement des cibles sensibles (zones d'habitation, écoles ...). Un emplacement (propre à chaque polluant surveillé) positionné en dehors de la zone de l'impact du site et permettant de déterminer le bruit de fond est détaillé dans le programme de surveillance.

Les campagnes de mesures de cette surveillance sont effectuées par un organisme tiers agréé, en accord avec l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

Conformément à l'article 63 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, les exploitants qui participent à un réseau de mesure de la qualité de l'air qui comporte des mesures du polluant concerné peuvent être dispensés de cette obligation, si le réseau existant permet de surveiller correctement les effets de leurs propres rejets et de répondre aux prescriptions du présent arrêté.

**Constats :**

L'analyse des prélèvements effectués dans le cadre de la surveillance environnementale autour du site est réalisée en interne (à l'exception de la station ATMOSUD, située à l'école de Lavera), ce qui est non conforme aux dispositions de l'article 16.1 visé en référence, qui précise que les campagnes de mesures de cette surveillance sont effectuées par un organisme tiers agréé, en accord avec l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'exploitant précisera **sous 1 mois** les dispositions prises pour que la surveillance environnementale soit réalisée par un bureau d'étude agréé pour la durée minimale cumulée fixée dans ce même article 16.1 (entre 8 semaines et 18 semaines pour une période de caractérisation recherchée de 365 jours). Le programme de surveillance sera révisé en conséquences.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 6 : Surveillance environnementale**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 12/06/2018, article 16,2

**Thème(s) :** Risques chroniques, 16.2 Gestion des anomalies d'émissions atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

Afin d'avoir une vision dynamique des pics de pollution et des actions qui peuvent être menées face à ces situations ponctuelles, l'exploitant, au regard des valeurs de référence (bruit de fond,

<p>VTR, valeurs guides, seuils olfactifs....), définit, pour chaque polluant surveillé, les valeurs pour lesquelles il considère une mesure comme anormale et nécessitant une action de réduction des émissions.</p> <p>Dès notification du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre des actions correctives associées en cas de dépassement des substances mesurées par rapport à ces valeurs de référence, y compris pour les mesures réalisées par le réseau de mesure de la qualité de l'air.</p> <p>Sous un an à compter de la date de notification du présent arrêté, l'exploitant définit une méthodologie de gestion des anomalies des émissions atmosphériques permettant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de formaliser la transmission de l'information des anomalies mesurées (fiche type par exemple, mailing, ....) ;</li> <li>- déterminer l'origine de l'anomalie et de corrélérer le cas échéant les mesures observées avec les données d'autosurveillance, les périodes de dysfonctionnement des installations potentiellement émettrices (fuite d'équipement, indisponibilité d'installations de traitement) ;</li> <li>- proposer et mettre en oeuvre des mesures de réduction des effets sur la santé des populations ;</li> <li>- proposer et mettre en place un suivi renforcé pour suivre l'efficacité des mesures définies.</li> </ul> <p>Cette gestion des anomalies est à mettre en œuvre dès démarrage de la surveillance environnementale, telle que mentionnée à l'article 16.1 supra.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Une procédure de gestion des anomalies a été intégrée dans la révision 5 du programme de surveillance environnementale (chapitre 7 : gestion des anomalies). Elle s'appuie sur la définition de valeurs toxicologiques de référence, lorsqu'elles existent, et sur une étude toxicologique réalisée en interne pour déterminer les VTR du DCE et du CVM.</p> <p>Cette procédure pourrait utilement intégrer les alertes transmises par ATMOSUD en cas de dépassements de seuils relevés au niveau de sa (ses) stations de mesure situés à Lavera et Port de Bouc notamment.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>